



**SADEC AKELYS**  
AUDIT, EXPERTISE COMPTABLE ET CONSEIL

SADEC LYON

5 rue Gorge de Loup

69009 LYON

Tel +33 (0)4 72 85 60 60

Fax +33 (0)4 72 85 60 69

Mail [accueil.lyon@sadec-akelys.fr](mailto:accueil.lyon@sadec-akelys.fr)

[www.sadec-akelys.fr](http://www.sadec-akelys.fr)

**ASSOCIATION DE GESTION DU  
GROUPE ROBIN**

Impasse de l'Eglise

69560 SAINTE COLOMBE

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2022

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lille • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris  
Pouilly-en-Auxois • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Sens • Strasbourg • Troyes • Vitry-le-François

Société SADEC - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France  
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarrail - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 4 000 000 euros - RCS Paris 351 461 694 - SIRET 351 461 694 00439 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR41351461694

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022

Aux Adhérents,

### 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association de gestion du GROUPE ROBIN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### 2. Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### 3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifiés que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes décrites dans l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

#### 4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

#### 5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### 6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

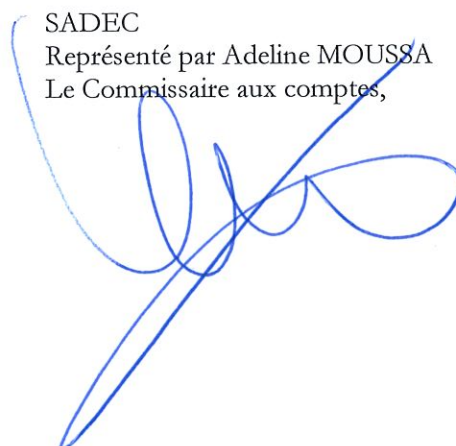
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 29 novembre 2022

SADEC  
Représenté par Adeline MOUSSA  
Le Commissaire aux comptes,





## Annexe

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**COMPTES ANNUELS AU 31 AOÛT 2022**

ACTIF		Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
		Brut	Amortissement et dépréciations	Net	Net
A C T I F  I M M O B I L I S E	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement	-	-	-	-
	Frais de recherche et développement	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 648	8 442	1 206	3 618
	Autres immobilisations incorporelles	3 235	3 235	-	-
	Immobilisation incorporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>12 883</b>	<b>11 677</b>	<b>1 206</b>	<b>3 618</b>
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	24 992 531	14 598 079	10 394 452	8 341 232
	Installations techniques, matériel et outillage	3 662 534	2 730 015	932 519	919 041
	Autres immobilisations corporelles	7 485 819	5 428 833	2 056 986	1 415 785
	Immobilisations corporelles en cours	1 873	-	1 873	2 327 169
	Avances et acomptes	30 787	-	30 787	14 291
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>36 173 544</b>	<b>22 756 927</b>	<b>13 416 617</b>	<b>13 017 518</b>
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	Participations et créances rattachées	87 811	-	87 811	87 811
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts	135 982	-	135 982	132 721
	Autres	4 102	-	4 102	3 802
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>227 894</b>	<b>-</b>	<b>227 894</b>	<b>224 333</b>
	<b>Total I</b>	<b>36 414 321</b>	<b>22 768 604</b>	<b>13 645 717</b>	<b>13 245 469</b>
A C T I F  C I R C U L A N T	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>	7 596	-	7 596	10 525
	<b>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES</b>	65 826	-	65 826	18 502
	<b>CREANCES</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	53 610	42 718	10 892	2 941
	Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	Autres	494 737	-	494 737	586 341
	<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>548 347</b>	<b>42 718</b>	<b>505 629</b>	<b>589 283</b>
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	-	-	-	-
	<b>DISPONIBILITES</b>	3 945 867	-	3 945 867	4 712 000
	<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	135 606	-	135 606	134 502
	<b>Total II</b>	<b>4 703 243</b>	<b>42 718</b>	<b>4 660 525</b>	<b>5 464 812</b>
	<b>FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>	-	-	-	-
	<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>	-	-	-	-
	<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>41 117 564</b>	<b>22 811 322</b>	<b>18 306 242</b>	<b>18 710 281</b>



PASSIF		Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S  P R O P R E S	<b>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds propres statutaires	36 932	36 932
	Fonds propres complémentaires	75 107	75 107
	<b>TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>112 039</b>	<b>112 039</b>
	<b>FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	271 191	271 191
	<b>TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>271 191</b>	<b>271 191</b>
	<b>ECARTS DE REEVALUATION</b>	-	-
	<b>RESERVES</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	1 347 064	1 347 064
	<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>1 347 064</b>	<b>1 347 064</b>
	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	7 675 572	6 581 413
	<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	962 896	1 094 159
	<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>10 368 761</b>	<b>9 405 866</b>
P R O V I S I O N S	<b>FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES</b>	-	-
	<b>SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>	2 302 995	2 287 305
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	-	-
	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b> Total I	<b>12 671 756</b>	<b>11 693 171</b>
F D	<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
	Fonds reportés liés au legs et donations	-	-
	Fonds dédiés	3 590	-
	<b>TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES</b> Total II	<b>3 590</b>	<b>-</b>
P R O V I S I O N S	<b>PROVISIONS</b>		
	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	271 718	291 410
	<b>TOTAL PROVISIONS</b> Total III	<b>271 718</b>	<b>291 410</b>
D E T T E S	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunt obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 636 810	4 463 605
	Emprunts et dettes financières diverses	12 595	12 595
	<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	<b>3 649 406</b>	<b>4 476 201</b>
	<b>AVANCES ET ACOMPTES RECUS</b>	555 395	555 983
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	168 676	172 164
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	168 302	169 064
	<b>TOTAL DETTES EXPLOITATION</b>	<b>336 978</b>	<b>341 228</b>
	<b>AUTRES DETTES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	473 948	1 049 213
	Autres dettes	341 836	302 979
	<b>TOTAL AUTRES DETTES</b>	<b>815 784</b>	<b>1 352 192</b>
	<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	1 614	96
	<b>Total IV</b>	<b>5 359 177</b>	<b>6 725 700</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b> (I + II + III + IV + V)		<b>18 306 242</b>	<b>18 710 281</b>



COMPTE DE RESULTAT - 2021/2022		Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens		140 073	62 458
Ventes de prestations de service		4 622 868	4 303 148
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		3 393 890	3 421 376
Ressources liées à la générosité du public		3 790	345
Contribution financières		1 044 662	356 244
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		83 301	62 123
Autres produits		13 408	10 161
<b>TOTAL I</b>		<b>9 301 992</b>	<b>8 215 857</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises		189 547	136 066
Variation de stocks		2 929	1 229
Autres achats et charges externes		3 498 520	2 990 490
Aides financières		6 525	13 645
Impôts, taxes et versements assimilés		280 010	256 952
Salaires et traitements		2 078 155	1 866 437
Charges sociales		856 361	786 299
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 896 410	1 630 047
Dotations aux provisions		23 626	25 987
Repors en fonds dédiés		3 590	-
Autres charges		80 855	38 036
<b>TOTAL II</b>		<b>8 916 527</b>	<b>7 745 189</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>385 465</b>	<b>470 668</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Autres intérêts et produits assimilés		2 290	1 542
<b>TOTAL III</b>		<b>2 290</b>	<b>1 542</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Intérêts et charges assimilées		46 211	56 879
<b>TOTAL IV</b>		<b>46 211</b>	<b>56 879</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>- 43 921</b>	<b>- 55 337</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>		<b>341 544</b>	<b>415 332</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion		20 912	144 087
Sur opérations en capital		606 215	560 141
<b>TOTAL V</b>		<b>627 127</b>	<b>704 228</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion		5 775	25 400
<b>TOTAL VI</b>		<b>5 775</b>	<b>25 400</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>621 352</b>	<b>678 827</b>
Participation des salariés aux résultats	<b>TOTAL VII</b>		
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	<b>TOTAL VIII</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>		<b>9 931 409</b>	<b>8 921 627</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>		<b>8 968 514</b>	<b>7 827 468</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>962 896</b>	<b>1 094 159</b>
<b>Contributions volontaires en nature</b>			
Prestations en nature		1 598 249	1 445 248
<b>TOTAL</b>		<b>1 598 249</b>	<b>1 445 248</b>
<b>Charges de contributions volontaires en nature</b>			
Mise à disposition gratuite de biens		1 598 249	1 445 248
<b>TOTAL</b>		<b>1 598 249</b>	<b>1 445 248</b>



# **L'ANNEXE AUX COMPTES**

## SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES DE L'ASSOCIATION DE GESTION

<b>1 – INFORMATIONS GENERALES .....</b>	<b>11</b>
1) Identification de l'Association.....	11
2) Faits marquants de l'exercice .....	11
3) Évènements postérieurs à la clôture .....	11
<b>2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....</b>	<b>12</b>
1) Durée et date de l'exercice comptable.....	12
2) Référentiel comptable .....	12
3) Dérogations aux principes et méthodes comptables .....	12
4) Changements comptables .....	12
<b>3 – NOTES SUR LE BILAN .....</b>	<b>13</b>
1) Immobilisations incorporelles et corporelles .....	13
2) Dépréciations d'éléments d'actif.....	14
3) Échéance des créances et dettes .....	14
4) Fonds propres .....	14
5) Subventions d'investissement .....	14
6) Provisions.....	15
<b>4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>16</b>
1) Information sur les concours publics et les subventions.....	16
2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité) .....	16
3) Effectif employé pendant l'exercice .....	16
4) Rémunération des dirigeants.....	17
5) Honoraires du commissaire aux comptes.....	17
6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice .....	17
7) Charges et produits exceptionnels .....	18
<b>5 – AUTRES INFORMATIONS .....</b>	<b>19</b>
1) Engagements financiers donnés et reçus .....	19
2) Contributions volontaires en nature.....	19



<b>TABLEAUX.....</b>	<b>20</b>
1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I) .....	20
2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II).....	20
3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III).....	21
4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV) .....	21
5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI) .....	22
6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII) .....	22
7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII) .....	22
8) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI).....	23

## 1 – INFORMATIONS GENERALES

### 1) Identification de l'Association

ASSOCIATION DE GESTION DU GROUPE ROBIN

Impasse de l'Église

69560 SAINTE COLOMBE

Association loi 1901 créée en 1951, qui a pour activité principale l'enseignement.

Elle gère plusieurs établissements scolaires privés sous contrat avec l'État, un centre de formation professionnel et une Unité de formation par Apprentissage.

- École Robin – place St Pierre 38200 VIENNE
- École St Louis – 39 rue Juiverie 38200 VIENNE
- Collège – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Lycée polyvalent – Impasse de l'Église 69560 STE COLOMBE
- Enseignement supérieur – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Lycée Hôtelier – Château de Bellerive 1 quai Frédéric Mistral 38200 VIENNE
- Centre de formation professionnelle – 1 cours Brillier 38200 VIENNE
- Unité de formation par apprentissage – 1 cours Brillier 38200 VIENNE

### 2) Faits marquants de l'exercice

Néant

### 3) Évènements postérieurs à la clôture

Néant



## 2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1) *Durée et date de l'exercice comptable*

L'exercice clos a une durée de 12 mois comme l'exercice précédent, recouvrant la période du **1 septembre 2021 au 31 août 2022**.

Le résultat net comptable est excédentaire de 962 896 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### 2) *Référentiel comptable*

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2022 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'État par contrat (édition 2020) définie et publié par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

### 3) *Dérogations aux principes et méthodes comptables*

Néant

### 4) *Changements comptables*

Pour mémoire, la première application du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux comptes annuels des associations et fondations a concerné les comptes de l'exercice 2020/2021.

L'Autorité des Normes Comptables a adopté le 11 mars 2022 deux nouveaux textes : le règlement N°2022-01 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le règlement N°2022-02 modifiant le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018. L'homologation de ces deux règlements n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté publié au Journal Officiel avant le 31 août 2022, les nouvelles dispositions réglementaires ne sont pas applicables aux comptes 2021/2022. Ces deux nouveaux règlements concernent les Ogec ayant une activité de formation par apprentissage et ceux percevant le solde de taxe d'apprentissage.

### 3 – NOTES SUR LE BILAN

#### 1) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Précisions : les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. TABLEAU I).

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

#### TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Équipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. TABLEAU II).



## 2) Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. TABLEAU III).

La méthode utilisée pour les dépréciations des créances usagers (familles) se calcul ainsi :

- Familles parties 100 %
- Familles au service contentieux 100 %
- Familles encore présentent 50 %

## 3) Échéance des créances et dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. TABLEAU IV).

À noter : les créances sont ventilées en 2 catégories ( $\leq 1$  an et  $> 1$  an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories ( $\leq 1$  an ;  $> 1$  an et  $\leq 5$  ans ;  $> 5$  ans) en application du PCG (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

## 4) Fonds propres

Un tableau des mouvements des fonds propres est joint (cf. TABLEAU VI).

## 5) Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

## 6) Provisions

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. TABLEAU VIII).

### Précisions sur les engagements de retraite :

Recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite :

« Par exception, les entreprises ou les groupes de moins de 250 salariés peuvent définir leurs propres modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires (modalités qualifiées de modalités simplifiées) ».

Hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement de retraite :

- Prise en compte des salaires réels sur l'année comptable étudiée
- Age de départ en retraite 62 ans
- Dette établie en fonction des années déjà acquises
- Modalité de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de part patronale estimé à 45 %

### Convention Collective utilisée

CCN Enseignement privé : salariés des établissements privés

Ancienneté	Indemnité
> 5 ans	0,50 mois de salaire
≥ 5 ans et < 10 ans	1 mois de salaire
≥ 10 ans et < 15 ans	1,50 mois de salaire
≥ 15 ans et < 20 ans	2 mois de salaire
≥ 20 ans et < 25 ans	2,50 mois de salaire
≥ 25 ans	3 mois de salaire

## 7) Fonds dédiés

Un tableau de détail des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.



## 4 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 1) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat. Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2020/2021 et 2021/2022	Classement comptable 2019/2020
Forfaits d'externat	Concours publics	Ventes de prestations de services
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)	Subventions (régions)
Taxe d'apprentissage	Concours publics (solde 13%)	Subventions (quota & hors quota)
Aides à l'emploi	Concours publics	Autres produits

### 2) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)

La ventilation du chiffre d'affaires par activité n'est pas mentionnée dans la mesure où il concerne essentiellement de la formation initiale. Il est noté toutefois que le chiffre d'affaires du centre de formation est inférieur à 1 % du chiffre d'affaires global et que l'Unité de Formation en apprentissage est de 38 % du chiffre d'affaires dont 16 % en hors contrat.

### 3) Effectif employé pendant l'exercice

Moyenne arithmétique des effectifs au 31/08/2022.

Effectif	Hommes	Femmes
Cadres	10,92	16,23
Agents de maitrise	1	4
Employés	9,40	31,57
Total	21,32	51,80



#### 4) Rémunération des dirigeants

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28 février 2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette information ne concerne qu'un seul dirigeant, elle n'est donc pas fournie car cela conduirait à mentionner des éléments de rémunération individuels.

Les administrateurs OGEC s'engagent à exercer leur activité de façon bénévole.

#### 5) Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires afférant à la certification des comptes : 7 608 €

#### 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

##### Charges constatées d'avance

• Activités et voyages pédagogiques	42 398 €
• Achats pour revente	3 554 €
• Achats et fournitures pédagogiques	41 015 €
• Entretien et maintenance	27 869 €

##### Produits constatés d'avance

• Parking 22/23	1 500 €
-----------------	---------

##### Charges à payer

• 8/12° des taxes foncières	49 065 €
• Honoraires commissaires aux comptes	8 000 €
• Comité Social et Économique	41 520 €
• Provision frais impayés familles	5 747 €
• Redevance apprentis	19 200 €

- Consommation gaz/électricité 3 545 €
- 

#### Produits à recevoir

- Financement des apprentis UFA 250 638 €
- Divers 3 942 €

### 7) Charges et produits exceptionnels

Seuls les montants significatifs sont mentionnés.

#### Produits exceptionnels

- Divers régularisations 1 531 €
- Régularisation sur exercice précédent 19 380 €

#### Charges exceptionnelles

- Divers régularisations 475 €
- Dons 1 100 €
- Régularisations sur exercice précédent 4 200 €

## 5 – AUTRES INFORMATIONS

### 1) Engagements financiers donnés et reçus

Caution de l'Association immobilière pour montant restant de 3 551 136 €.

Hypothèque pour un montant restant de 85 674 €.

### 2) Contributions volontaires en nature

#### L'équivalent loyer

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été évalué en appliquant un taux de 3,5 % à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 1 697 €, en appliquant un coût moyen de construction de 66,05 € / m<sup>2</sup> à une surface de 21 586 m<sup>2</sup>, ce coût moyen est revalorisé chaque année sur l'indice du coût de la construction du 2<sup>ème</sup> trimestre. Le taux de 3,5 % couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût des emprunts.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août N pour un montant de 1 598 249 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).



## TABLEAUX

### 1) Tableau des mouvements des immobilisations (tableau I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement						-
	Frais de recherche et développement						-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		9 648				9 648
	Autres immobilisations incorporelles		3 235				3 235
	Immobilisations incorporelles en cours						-
	Avances et acomptes						-
		TOTAL I	12 883	-	-	-	12 883
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	21 734 753	1 167 563		2 090 214	24 992 531
	Installations techniques, matériel et outillage		3 309 362	230 644		122 529	3 662 534
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	5 431 386	568 378		38 099	6 037 864
		Matériel de transport	20 290	115 657			135 947
		Matériel de bureau et informatique	67 358	7 598			74 956
		Mobilier	1 018 558	127 877		90 618	1 237 053
	Immobilisations corporelles en cours		2 327 169	1 873	-	2 327 169	1 873
	Avances et acomptes sur immobilisations		14 291	30 787	-	14 291	30 787
		TOTAL II	33 923 168	2 250 376	-	0	36 173 544
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit	TOTAL III	-	-	-	-	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées		152				152
	Autres titres immobilisés		87 658				87 658
	Prêts		132 721	7 919	4 658		135 982
	Autres immobilisations financières		3 802	300			4 102
		TOTAL IV	224 333	8 219	4 658	-	227 894
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			34 160 384	2 258 595	4 658	0	36 414 321

### 2) Tableau des mouvements des amortissements (tableau II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Autres immobilisations incorporelles		9 265	2 412			11 677
		TOTAL I	9 265	2 412	-	-	11 677
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	13 393 521	1 204 557			14 598 079
	Installations techniques, matériel et outillage		2 390 321	339 695			2 730 015
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	4 366 261	182 209			4 548 470
		Matériel de transport	20 290	-			20 290
		Matériel de bureau et informatique	56 068	4 933			61 001
		Mobilier	679 189	119 883			799 072
		TOTAL II	20 905 650	1 851 277	-	-	22 756 927
	TOTAL GENERAL (I + II)		20 914 915	1 853 689	-	-	22 768 604

### 3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif (tableau III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Créances clients et usagers (familles, élèves)	39 983	42 718	39 983	42 718
	Autres créances	-	-	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>39 983</b>	<b>42 718</b>	<b>39 983</b>	<b>42 718</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		42 718	39 983	
	financières				
	exceptionnelles				

### 4) État des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties (tableau IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Prêts	135 982	4 492	131 490
Autres créances	4 102	-	4 102
Sous-total créances de l'actif immobilisé	140 083	4 492	135 591
Créances clients, usagers et comptes rattachés	53 610	11 208	42 402
Créances sociales et fiscales	184 308	184 308	-
Autres créances (à détailler si besoin)	310 429	310 429	-
Sous-total créances de l'actif circulant	548 347	505 945	42 402
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>688 431</b>	<b>510 437</b>	<b>177 993</b>

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 636 810	789 121	2 354 595	493 095	
Emprunts et dettes financières divers	12 595	-	-	12 595	
Sous-total dettes financières	3 649 406	789 121	2 354 595	505 690	
Dettes fournisseurs	168 676	168 676	-	-	
Dettes fiscales et sociales	168 302	168 302	-	-	
Dettes sur immobilisations	473 948	473 948	-	-	
Autres dettes	341 836	180 666	-	161 170	
Sous-total autres dettes	1 152 762	991 592	-	161 170	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>4 802 168</b>	<b>1 780 713</b>	<b>2 354 595</b>	<b>666 860</b>	



## 5) Tableau des mouvements des fonds propres (tableau VI)

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant avec règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE					
Fonds propres statutaires	36 932				36 932
Fonds propres complémentaires	75 107				75 107
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE					
Fonds propres complémentaires	271 191				271 191
RESERVES					
Réserves pour projet de l'entité	1 347 064				1 347 064
REPORT A NOUVEAU	6 581 413	1 094 159			7 675 572
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 094 159	- 1 094 159	962 896		962 896
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>9 405 866</b>	<b>-</b>	<b>962 896</b>	<b>-</b>	<b>10 368 761</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 287 305		621 905	606 215	2 302 995
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>11 693 171</b>	<b>-</b>	<b>1 584 801</b>	<b>606 215</b>	<b>12 671 756</b>

## 6) Tableau des subventions d'investissement (tableau VII)

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	6 998 772	621 905	74 622	7 546 054
Quotes-parts virées au résultat	4 711 466	606 215	74 622	5 243 059
<b>Montant net figurant au passif du bilan</b>	<b>2 287 305</b>			<b>2 302 995</b>

## 7) Tableau des mouvements des provisions (tableau VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques				
	Pensions et obligations similaires	291 410	23 626	43 318	271 718
	Gros entretien				
	Autres provisions pour charges				
	<b>TOTAL</b>	<b>291 410</b>	<b>23 626</b>	<b>43 318</b>	<b>271 718</b>
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		23 626	43 318	
	financières				
	exceptionnelles				



### 8) Tableau des mouvements des fonds dédiés (tableau IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice	Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice
Subvention d'exploitation	-					-
Projet 1						
Projet 2						
...						
Contribution financières d'autres organismes	-					-
Projet 3						
Projet 4						
...						
Ressources liées à la générosité du public						-
Projet CD Ecole Robin	1 000	-	1 000			1 000
Projet Manifestation 150 an	2 590	-	2 590			2 590
...						
<b>TOTAL</b>	<b>3 590</b>	<b>-</b>	<b>3 590</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 590</b>

### 9) Tableau des concours publics et subventions (tableau XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	11 945	3 456
Aides au développement des compétences	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	32 310
Forfaits d'externat		
dont forfait Etat	1 350 184	1 379 713
dont forfait Région	1 165 022	1 188 647
dont forfait Département	536 106	513 884
dont forfait Communes et groupements de communes	294 981	299 167
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>3 358 238</b>	<b>3 417 176</b>
Subventions État	2 334	100
Subventions Région	32 178	2 850
Subventions Département	1 140	1 250
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation		
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	-	-
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>35 652</b>	<b>4 200</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>3 393 890</b>	<b>3 421 376</b>